

SÉANCE DU 22 SEPTEMBRE 2025

25-09-114

Nombre de conseillers composant le Conseil Municipal : 35

Date de convocation : 15 septembre 2025

L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux septembre à 19 H 00, le conseil municipal s'est réuni, en la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Philippe BUISSON

Présents :

Philippe BUISSON, Maire, Laurence ROUEDE, Adjointe, Jean-Philippe LE GAL, Adjoint, Agnès SEJOURNET, Adjointe, Jean-Louis ARCARAZ, Adjoint, Christophe-Luc ROBIN, Adjoint, Sandy CHAUEAU, Adjointe, Thierry MARTY, Adjoint, Denis SIRDEY, Adjoint, Juliette HEURTEBIS, Adjointe, Régis GRELOT, Adjoint, Baptiste ROUSSEAU, Conseiller municipal délégué, Monique JULIEN, Conseillère municipale déléguée, Jean-François LE STRAT, Conseiller municipal délégué, Esther SCHREIBER, Conseillère municipale déléguée, Michel GALAND, Conseiller municipal délégué, Karine BERRUEL, Conseillère municipale déléguée, Bilal HALHOUL, Conseiller municipal délégué, Daniel BEAUFILS, Conseiller municipal délégué, Antoine LE NY, Conseiller municipal délégué, Edwige NOMDEDEU, Conseillère municipale, Christophe GIGOT, Conseiller municipal, Laurence GARREAU, Conseillère municipale déléguée, Pierre PRUNIS, Conseiller municipal délégué, Valérie VOGIN, Conseillère municipale déléguée, Emile LUSIGNAN, Conseiller municipal délégué

Absents :

Marie-Noëlle LAVIE, Christophe DARDENNE, Gonzague MALHERBE, Marie-Antoinette DALLAIS, Emmanuelle MERIT

Absents excusés ayant donné pouvoir de vote:

Marie-Sophie BERNADEAU pouvoir à Thierry MARTY, Gabi HÖPER pouvoir à Jean-Philippe LE GAL, Laurent KERMABON pouvoir à Juliette HEURTEBIS, Sabine AGGOUN pouvoir à Agnès SEJOURNET

Monsieur Antoine LE NY a été nommé secrétaire de séance

URBANISME

MODIFICATION DU SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE (SPR) DE LIBOURNE : ARRÊT DU PROJET

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Libournais ;

Vu la délibération communautaire n°2023-12-306 en date du 19 décembre 2023,

Vu la délibération municipale n°23-12-235 en date du 18 décembre 2023,

Vu la Commission locale du site patrimonial remarquable en date du 1^{er} avril 2025,

Considérant le projet de modification de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), résultat d'une étude qui a été conduite sous l'autorité de l'Architecte des BâtimENTS de France et réalisée en partie par le cabinet d'étude EREWHON,

Considérant les modifications suivantes :

Envoyé en préfecture le 24/09/2025

Reçu en préfecture le 24/09/2025

Publié le

S²LO

ID : 033-213302433-20250922-DELIB25_09_114-DE

- La correction d'erreurs matérielles : périmètre de protection identification de l'ancien bâtiment du tramway rue Gallieni,
- La mise à jour des périmètres de protection modifiée de la caserne Lamarque et de château Pintey suite à l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2015,
- L'ajout du périmètre de protection lié au Monument aux Morts place des poilus,
- La simplification et/ou précision de l'écriture des règles pour une meilleure compréhension,
- L'adaptation du document patrimonial aux exigences de la loi dite « climat et résilience » du 22 août 2021, conciliant ainsi les principes de la transition écologique et la préservation du patrimoine,

Considérant que ce projet concrétise les évolutions souhaitées par la commune de Libourne, tout en ne portant pas atteinte à la protection du patrimoine bâti et des espaces,

Considérant dans le cadre de la concertation, la mise à disposition des éléments utiles à l'information des usagers via le site internet de la Ville dès décembre 2023,

Considérant que le rapport de présentation expose les motifs et les objectifs de la modification de l'AVAP,

Considérant le règlement et le document graphique modifiés pour chacun en ce qui les concerne,

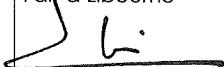
Après en avoir délibéré,

Et à l'unanimité (**30** conseillers présents ou ayant donné pouvoir),

Le Conseil Municipal :

- demande à La Cali d'arrêter le projet de modification de l'AVAP de Libourne,
- décide de procéder à l'enquête publique,
- décide, au terme de l'enquête publique, de solliciter l'avis de l'architecte des bâtiments de France et l'accord du préfet

Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en Sous-Préfecture le et de la publication, le
Fait à Libourne



Le Maire, '
Philippe BUISSON

Pour expédition conforme
Philippe BUISSON, Maire
de la Commune de Libourne

